

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: 251115517700/251115526373 Website: www.au.int

**Curriculum vitae de l'Ambassadeur Minata SAMATE CESSOUMA
pour le poste de**

Poste : (Indiquez le titre du poste pour lequel vous postulez)

**Commissaire chargé(e) de la Santé, des Affaires Humanitaires et du
Développement Social (HHS)**

Informations personnelles :

Prénom et Nom :	Minata SAMATE CESSOUMA
Adresse physique :	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur 01 BP 7038 Ouagadougou 01
Adresse électronique :	mina.cessouma@gmail.com ; cessouma@hotmail.com
Numéros de téléphone :	+22676208438 +22670869445
Date de naissance (jj/mm/aa) :	14 Juillet 1961
Nationalité :	Burkinabè
Citoyenneté :	Burkinabè
Sexe :	Féminin

Déclaration de la vision (En mille (1 000) mots maximum, décrivez comment, à ce poste, vous comptez réaliser les aspirations énoncées dans l'Agenda 2063 et aborder les questions les plus urgentes auxquelles l'Afrique et la Commission sont confrontées)

A. Vision

Le Département en charge de la Santé, des Affaires humanitaires et du Développement social (HHS) participe à la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 et particulièrement celle qui envisage une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, d'une éthique et des valeurs partagées. Mon ambition, si je suis élue Commissaire, est de faire de ce Département un instrument efficace de promotion du développement social inclusif et harmonieux, condition essentielle pour l'Afrique que nous voulons.

B. Approche stratégique

Des politiques ancrées dans les valeurs sociales seront nécessaires à la réalisation des aspirations de l'Agenda africain et des objectifs de développement durable de l'ONU. Mon action s'articulera autour de 6 grands axes prioritaires :

1. Promouvoir l'emploi, le travail décent et les migrations régulières

Les bouleversements politiques de cette dernière décennie ont prouvé que la stabilité du continent est aussi tributaire de l'employabilité des jeunes africains. Je m'investirai à promouvoir l'emploi et le travail décent par la mise en œuvre de la Déclaration et du plan d'action de Ouagadougou + 10 sur l'emploi, l'éradication de la pauvreté et le développement inclusif ; du plan d'action décennal 2020-2030 portant éradication du travail des enfants et du plan de protection sociale pour le secteur informel.

Les politiques de développement social doivent tenir compte des droits spécifiques des personnes vivant avec un handicap, des personnes âgées et des enfants. Une attention soutenue sera accordée à la mise en œuvre des instruments y afférents.

La mauvaise gouvernance, les conflits socio-politiques et les catastrophes naturelles sont des facteurs qui aggravent la pauvreté, les discriminations sociales, le chômage et les migrations irrégulières.

Si je suis élue, la mise en œuvre du Cadre de politique migratoire pour l'Afrique (2018–2030) révisé et son Plan d'action, du Programme conjoint UA/OIT/OIM/CEA sur la migration de la main-d'œuvre, la prévention de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants sera une priorité.

Pour ce faire, les trois centres sur les migrations seront mis à contribution, en collaboration avec les acteurs étatiques, non étatiques et les partenaires en vue de s'attaquer aux causes profondes du phénomène migratoire.

La mise en œuvre du protocole sur la libre circulation des personnes et la délivrance du passeport africain seront indispensables.

Je veillerai à une meilleure protection des investissements de la diaspora et à la facilitation du transfert de fonds et de connaissances afin de contribuer au mieux à l'atteinte des aspirations de l'agenda 2063.

2. Renforcer la lutte contre le trafic et l'usage illicites des drogues, des stupéfiants et la prévention des crimes

Le fléau des drogues transcende les régions de l'Afrique devenue un espace de transit et de consommation. Il est urgent de mettre en œuvre le plan d'Action sur le contrôle des drogues et la prévention du crime (2019-2023) pour s'attaquer à leur trafic et leur usage illicite.

3. Promotion et protection de l'industrie et du patrimoine culturels africains

Les arts, la culture et le patrimoine africains contribuent au développement et à la renaissance africaine. Je poursuivrai la mise en œuvre de la feuille de route du thème de l'année 2021 sur

"Arts, culture et patrimoine : Leviers pour construire l'Afrique que nous voulons ».

L'accroissement de l'économie culturelle africaine passe par :

- La promotion des initiatives et des industries culturelles ;
- La lutte contre le trafic illicite des biens culturels ;
- Le rapatriement des objets d'art africains ;
- La promotion de la diversité culturelle, la valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel ;
- Le renforcement des capacités institutionnelles du secteur de la culture.

4. Promouvoir le développement du sport

Le sport a un impact qualitatif sur la santé, le bien-être et le développement. Il est un vecteur de cohésion sociale et de rapprochement des peuples.

Mon action visera la mise en œuvre de l'architecture et du cadre politique pour le développement durable du sport, avec un accent particulier sur le sport des personnes vivant avec un handicap et la campagne contre les discriminations et la stigmatisation dans le sport.

5. Créer des systèmes de santé plus performants

L'Afrique est la région la plus touchée par les VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, les maladies infectieuses, chroniques et autres pandémies. Certaines comme l'obésité et les maladies cardiaques sont devenues fréquentes. Elles ont un impact négatif sur le développement, la cohésion sociale, la stabilité politique, l'espérance de vie et la dignité humaine. Elles entraînent de lourdes charges pour le continent.

Pour ce faire, l'Union a adopté plusieurs stratégies visant à améliorer la santé des populations africaines. Je m'investirai à :

- Encourager l'accès universel aux services sociaux de base de qualité ;
- Mettre en œuvre les stratégies africaines de nutrition, de lutte contre le corona virus, de réduction de la mortalité maternelle et l'initiative Saleema visant l'éradication des MGF ;
- Poursuivre la campagne zéro paludisme, la position commune sur la tuberculose, le VIH/SIDA ;
- Coordonner la réponse continentale aux menaces de santé publique et promouvoir un système d'alerte précoce sanitaire ;
- Opérationnaliser l'Agence africaine des médicaments, encourager le développement d'une industrie pharmaceutique locale et la mise en œuvre des plans nationaux de fabrication des médicaments ;
- Encourager les investissements des Etats membres dans les soins de santé.

6. Situation des réfugiés, des personnes déplacées internes, des rapatriés et éradication de l'apatridie

L'ampleur des déplacements forcés sur le continent africain reste à des niveaux sans précédent en raison de multiples facteurs dont la faiblesse du développement et le déficit de gouvernance, les violations des droits de l'homme, la pauvreté, les inégalités, le chômage, les conflits violents, la dégradation de l'environnement et les catastrophes liées aux changements climatiques.

La recherche de solutions durables pour s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés inclura :

- L'opérationnalisation de l'Agence humanitaire africaine ;
- L'éradication de l'apatridie ;
- Le positionnement des questions humanitaires au centre des préoccupations des Etats ;
- La recherche de financement pour une réponse adéquate aux situations humanitaires ;
- L'alerte précoce humanitaire et la diplomatie préventive ;
- La ratification et la domestication des instruments juridiques pertinents pour renforcer la protection et l'assistance aux personnes déplacées.
- L'alerte précoce et la diplomatie préventive ;
- La ratification et la domestication des instruments juridiques pertinents pour renforcer la protection et l'assistance aux personnes déplacées.

Profil de cadre : (En trois cents (300) mots maximum, fournissez un résumé et les points forts de vos compétences, expériences, objectifs et réalisations)

Le poste de Commissaire de l'UA exige une bonne connaissance des questions africaines et internationales. Mon parcours académique, les formations reçues et mon expérience professionnelle de plus de trois décennies, à des postes de responsabilités, me permettront de diriger efficacement le Département de la Santé, des Affaires Humanitaires et du Développement Social.

La majeure partie de ma carrière diplomatique en Ethiopie m'a permis d'acquérir une bonne connaissance de l'OUA/UA.

Les expertises acquises au fil des ans et les quatre années passées comme Commissaire aux Affaires politiques sont un atout. J'ai engrangé des résultats concrets dans les domaines de la gouvernance démocratique, des droits de l'homme, de la justice, de la fonction publique et des questions humanitaires.

Cette position m'a également permis de gérer conjointement des questions migratoires, sanitaires et sociales avec le Département des Affaires Sociales et d'être membre du Conseil d'administration de CDC Afrique. Cette expérience me sera utile dans l'accomplissement de ma mission.

J'ai soumis aux organes délibérants de l'UA des études sur l'impact de la COVID sur la gouvernance en Afrique, la situation humanitaire et des lignes directrices sur la conduite des élections en période de pandémie.

Mon expérience de contacts réguliers avec les États Membres, les acteurs régionaux et internationaux, les Organes de l'UA facilitera l'accomplissement de mes responsabilités.

Au cours de ma carrière, je me suis formée en leadership, sur les questions de drogues et familiarisée avec les questions de développement social, sanitaires, humanitaires et de droits de l'homme. Ce qui facilitera l'exécution des missions du département.

Membre de Comités d'organisation d'évènements culturels comme le FESPACO et la Semaine nationale de la culture au Burkina, j'ai pu toucher du doigt les questions culturelles.

J'ai toujours favorisé la communication, travaillé dans un milieu multiculturel, en équipes et axé mon action sur la culture de résultats.

Adhésion à des associations professionnelles (liste des organismes professionnels dont vous êtes membre, précisez la fonction le cas échéant)

Membre du Réseau des Femmes Leaders depuis sa création en 2017

Membre de l'Association des Anciens Ambassadeurs du Burkina Faso

Qualifications académiques et professionnelles (Indiquez vos qualifications académiques et professionnelles, en commençant par la qualification la plus élevée)

Nom de l'institution	Adresse de l'institution (adresse postale, numéros de téléphone et site web)	Qualification reçue	Année d'obtention
Université de Paris 1 - Panthéon - Sorbonne	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne 12 Place du Panthéon, 75231 Paris, France https://www.pantheonsorbonne.fr/	Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (D.E.S.S.), Administration Internationale6.	1996
Institut International d'Administration Publique de Paris	L'IIAP a été rétrogradé à l'Ecole Nationale d'Administration de Paris 2, Avenue de l'Observatoire 75272 Paris Cedex 06 Tél: +33 (0)1 44 41 85 00 https://www.ena.fr	Diplôme de l'I.I.A.P. section relations internationales	1994
Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature	Tel : 00226 25 31 42 64/65 et 25 41 70 67	Diplôme de l'E.N.A.M. section diplomatie	1988
Université de Ouagadougou	Université Joseph Ki Zerbo (Université de Ouagadougou) 03 B.P. 7021 Ouagadougou 03 Tel : +226 25-30-70-64/65 https://www.univ-ouaga1.gov.bf/	Maîtrise ès Sciences Juridiques, Option droit public	1985
Université de Ouagadougou	Université Joseph Ki Zerbo (Université de Ouagadougou) 03 B.P. 7021 Ouagadougou 03 Tel : +226 25-30-70-64/65 https://www.univ-ouaga1.gov.bf/	Licence ès Sciences juridiques, droit public	1984
Université de Ouagadougou	Université Joseph Ki Zerbo (Université de Ouagadougou) 03 B.P. 7021 Ouagadougou 03 Tel : +226 25-30-70-64/65 https://www.univ-ouaga1.gov.bf/	Diplôme d'Etudes Universitaires générales	1983

Autre formation pertinente (Indiquez les autres formations/cours certifiés que vous avez suivis et qui sont pertinents pour cette fonction)

Titre de la formation	Organisme ou institution de certification	Adresse de l'institution (adresse postale, numéros de téléphone et site web)	Année de participation

Certificat de formation au « Transformative Executive Leadership Program »	LEORON Professional Development Institute	PO Box 390601 Dubai – UAE	Caire, Egypte 6-9 aout 2018
Certificat de participation à la formation du Syllabus de Livingstone sur le droit humanitaire	Architecture humanitaire de l'Union Africaine/ Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés		Livingston, Zambie Juillet 2018
Senior Leadership Programme sur les aspects, les enjeux et défis des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.	Organisation des Nations Unies	Organisation des Nations Unies 405 East 42nd Street, New York, NY, 10017, USA Tél : (+ 1) (212) 963-9999 Site web : https://www.un.org/	New York 02 - 6 mars 2015
The Senior Mission Leaders (SML) à l'intention de personnes appelées à assumer de hautes responsabilités à la direction d'une mission, y compris les responsabilités de Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG), RSSG adjoint et dans les missions de maintien de la paix de l'ONU	Organisations des Nations Unies	Organisation des Nations Unies 405 East 42nd Street, New York, NY, 10017, USA Tél : (+ 1) (212) 963-9999 Site web : https://www.un.org/	Genève 6-19 Octobre 2014
Formation sur les principes de résolution des conflits et de réconciliation	Institut de Renaissance Africaine		8-12 novembre 1999 :
Deuxième stage avancé de formation à la diplomatie préventive et à la résolution des conflits en Afrique	Centre Egyptien d'entraînement et de formation à la résolution des conflits et au maintien de la paix		Le Caire Egypte 16 mars –avril 1996

Cours de la session d'été de l'Académie de Droit International de la Haye portant sur le Droit international public	Académie de Droit International de la Haye	Palais de la Paix Carnegie plein 2 2517 KJ La Haye Pays-Bas Tel : 0031 - 70 - 3024242	La Haye, Pays-Bas 25 juillet- 12 août 1994
Stage diplomatique pratique à la Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies	Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies	Villa Les Ormeaux, Route de Pregny, 36 CH-1292 Chambesy-Genève Tel : 0041 22 758 91 13	1 ^{er} avril – 30 mai 1994 Genève, Suisse
Stages de formation des Nations Unies sur les questions de drogue	ONUDC		Ouagadougou 1993 Abidjan 1994

Expérience professionnelle (Indiquez votre expérience professionnelle en commençant par la plus récente ou la plus ancienne. Donnez un historique complet de votre travail et incluez/modifiez le tableau en conséquence pour saisir votre expérience professionnelle)

Nom de l'organisation/employeur : Union Africaine

Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale : PO Box 3243, numéros de téléphone et site web : www.au.int) Commission de l'Union Africaine

Poste occupé (titre du poste)	Commissaire aux Affaires Politiques
Durée (de la date de début à la date de fin)	08 mars 2017 au 14 mars 2021
Nombre de personnes encadrées	Quarante-quatre (44)
Responsabilités	<p>Coordonner et contribuer à la réalisation des aspirations de l'agenda 2063 de l'Union africaine « L'Afrique que nous voulons », «une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale », notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les aspirations 3 et 4 pour une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'état de droit, stable pacifique et sûre ; • Les aspirations 2 et 7 de l'Agenda 2063 qui envisagent respectivement un continent intégré, politiquement uni sur la base des idéaux du panafricanisme et de la vision de la renaissance de l'Afrique et une Afrique comme un acteur et partenaire mondial fort, uni, résilient et

	<p>influent ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'aspiration 6 qui vise à construire une Afrique dont le développement est axé sur les personnes, en s'appuyant sur le potentiel offert par les Africains, en particulier ses femmes et ses jeunes.
Réalisations	<p>Les acquis ci-après ont été engrangés au cours de mon mandat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'approfondissement de la démocratisation et la réduction substantielle des violences politiques liées aux élections ; • L'assistance technique aux Organes de gestion des élections et l'élaboration de lignes directrices sur les élections en période de COVID 19 ; • L'enracinement d'une culture des droits de l'homme ; • L'adoption des lignes directrices sur le service public, le développement local, le développement urbain et la décentralisation ; • L'adoption de la politique de justice transitionnelle et l'assistance technique y relative aux Etats ; • L'élaboration de lignes directrices sur les amendements constitutionnels en Afrique ; • Le soutien aux processus post-conflits ; • L'élaboration d'une stratégie pour l'insertion de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance dans les programmes scolaires ; • La mise en œuvre réussie des thèmes de l'année 2018 sur la lutte contre la corruption, 2019 sur la problématique des personnes déplacées de force et 2020 sur faire taire les armes en Afrique ; • L'opérationnalisation en cours de l'Agence humanitaire africaine ; • L'assistance aux pays touchés par les crises humanitaires ; • L'adoption du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et le droit d'établissement ; • L'élaboration des lignes directrices pour la conception, la production et la délivrance du passeport africain ; • Le lancement du plan d'action sur la participation des femmes dans la gouvernance et la politique ;

	<ul style="list-style-type: none"> • L'opérationnalisation du sous-comité sur la gouvernance et les droits de l'homme ; • L'assistance au Comité des Chefs d'Etat et de gouvernement sur la réforme du Conseil de sécurité ; • La participation aux campagnes en vue de l'élection de candidats africains à des postes dans le système international.
--	--

Nom de l'organisation/employeur : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	
Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web) : 03 BP 7038 Ouagadougou 03, 00226 25 332013	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Chargée de missions auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	22 juin 2016 – 08 mars 2017
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	La Chargée de mission travaille sous la supervision directe du Ministre et ne rend compte qu'à celui-ci.
<i>Responsabilités</i>	Traiter les tâches définies par le Ministre dont le suivi de programmes et des actions de coopération, la mise en œuvre d'activités déléguées par le Ministre.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Notes à l'attention du Ministre sur des questions relatives à la politique étrangère du Burkina Faso • Conseiller le Ministre sur des questions spécifiques. • Représentation du Ministre lors de réunions et événements nationaux.
Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale : P.O. Box 59 , El Fasher, Darfour Nord, République du Soudan, numéros de téléphone +249 9 2244 6000 et site web	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Directrice du Mécanisme conjoint de Coordination de l'appui à la Mission des Nations Unies /Union Africaine au Darfour, connu sous le sigle de JSCM/UNAMID à Addis Abeba.
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	Du 02 juin 2014 au 30 juillet 2015
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	Douze (12) personnes

<i>Responsabilités</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Représenter la MINUAD à Addis Abéba ; • Faciliter la coordination et la collaboration entre l'Union Africaine et l'ONU sur les questions liées à la mise en œuvre du mandat de la MINUAD ; • Participer aux négociations et aux réunions sur le Darfour / Soudan ; • Améliorer et maintenir les relations de travail avec l'Union africaine, le Gouvernement soudanais, les mouvements armés, les pays contributeurs de troupes, les partenaires, les ambassades, les ONG internationales sur les questions liées à la MINUAD et au Darfour.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination et la collaboration réussies entre l'Union Africaine et l'ONU sur la MINUAD ; • Tenues effective des séances d'information des membres du Conseil de paix et de sécurité sur la Mission et favoriser le partage d'informations et les échanges entre l'UA, la MINUAD et les acteurs internationaux basés à Addis-Abeba ; • Mise en œuvre du programme de travail de fond de la JSCM. • Représentation de la MINUAD aux réunions et développement des relations avec les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux de la Mission basées à Addis Abeba un soutien à la Mission ; • Contribution aux négociations du Panel de Haut niveau de l'Union africaine sur la situation en République du Soudan ; • Etablissement de contacts réguliers avec certains leaders des mouvements armés soudanais du Darfour ayant permis leur participation aux discussions sur le processus de paix.
Nom de l'organisation/employeur : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale du Burkina Faso	
Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale : 03 BP 7038 Ouagadougou 03, numéros de téléphone : 00226 25 3320 et site web)	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Ambassadeur du Burkina Faso en Ethiopie, Représentante Permanente auprès de l'UA et de la CEA ; • Ambassadeur en Républiques du Kenya, du Rwanda et de Djibouti avec résidence à Addis Abeba ; • Représentante permanente auprès de ONU-Habitat et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement avec résidence à Addis Abeba.
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	Décembre 2011 à mai 2014
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	Trente-quatre (34)

<i>Responsabilités</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Représenter le Burkina Faso auprès de l'Éthiopie, au Kenya, au Rwanda et Djibouti et de 4 Organisations internationales basées à Addis Abeba et à Nairobi : Union Africaine, CEA, PNUE et ONU-HABITAT ; • Participer aux rencontres et à l'élaboration des décisions sur les questions à l'ordre du jour de ces Organisations ; • Négocier des accords de coopération avec les pays de la juridiction ; • Défendre les intérêts du Burkina Faso dans les pays et Organisations d'accréditation ; • Coordonner et contrôler toutes les activités, en veillant à l'unité et à la cohésion de l'Ambassade ; • Fournir aux autorités de mon pays des rapports sur les réunions et événements survenus dans les Etats et Organisations d'accréditation.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Négociation d'Accord-cadre de coopération avec des pays de la juridiction d'Addis Abeba ; • Signature d'un Protocole d'accord entre l'UA et le Gouvernement Burkinabè pour la création d'un prix spécial à la paix et à la sécurité au profit du Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou ; • Participation active aux rencontres du COREP, du Conseil exécutif et aux Sommets de l'Union africaine et à l'élaboration des décisions des Organes de l'UA, CEA, PNUE et ONU-HABITAT ; • Inscription et défense des plusieurs points inscrits par le Burkina Faso à l'ordre du jour des instances décisionnelles de l'Union africaine. Des décisions ont été adoptées sur toutes ces questions ; • Promotion de candidatures burkinabés ; • Présidence du sous - Comité des Représentants permanents sur la réforme des structures de l'UA et des réunions organisées par des partenaires de l'Union africaine ; • Contribution à la médiation du Burkina Faso au Mali ; • Briefings réguliers du Conseil de paix et de sécurité de l'UA sur l'évolution de la médiation et la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou ayant permis de désamorcer la crise et l'organisation des élections présidentielles au Mali en 2013.
Nom de l'organisation/employeur : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale du Burkina Faso	
Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale : 03 BP 7038 Ouagadougou 03, numéros de téléphone : 00226 25 3320 et site web)	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération régionale chargé de la Coopération régionale du Burkina Faso
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	10 juin 2007- 17 avril 2011

<i>Nombre de personnes encadrées</i>	Trente-trois (33)
<i>Responsabilités</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion et défense des positions et des intérêts du Burkina Faso au sein des ensembles à vocation d'intégration sous régionale, régionale et de coopération ; • Promotion de la politique d'intégration régionale au Burkina Faso. Coordination de la participation du Burkina Faso aux activités de ces ensembles ; • Assister le Ministre dans la mise en œuvre de la politique étrangère du Burkina Faso ; • Notes sur les positions à adopter par le Burkina Faso sur les questions soumises aux différentes instances des organisations d'intégration régionale ; • Sensibilisation des structures nationales compétentes, des acteurs économiques nationaux et de la diaspora sur les décisions prises en matière d'intégration ; • Etude prospective pour la promotion de la politique d'intégration régionale du Burkina Faso.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Présidence des Conseils des Ministres, de médiation et de sécurité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de 2007 à 2008 ayant permis l'adoption réussies de décisions sur le la prévention et le règlement des conflits en Afrique de l'Ouest ; • Participation active dans la prévention, la gestion et la résolution de crises en Guinée Bissau, en République de Guinée, au Niger et au Togo ; • Les missions de bons offices de haut niveau que j'ai conduites ont sans aucun doute permis d'apaiser la tension et de prévenir les conflits dans ces pays. Durant la même période, j'ai coprésidé les rencontres de la troïka ministérielle de la CEDEAO et de l'Union européenne au cours desquelles j'ai défendu les vues de la CEDEAO sur des sujets d'intérêts communs afin d'élaborer des stratégies et approches communes ; • Par ailleurs, les réunions des Groupes Internationaux de Contact sur la Guinée-Bissau et sur la République de Guinée que j'ai coprésidées ont contribué à la consolidation de la paix et la stabilité dans ces pays ; • Membre du Conseil des Ministres de l'Union Économique et Monétaire Ouest - Africaine, de la Communauté des Etats sahélo-sahariens, de l'Union africaine, du Conseil de l'Entente, j'ai œuvré à la résolution de crises examinées par ces Organisations. J'ai créé le Comité national du Burkina Faso pour la libre circulation des personnes et des biens et régulièrement organisé les journées de l'intégration et des communautés étrangères vivant au Burkina Faso ; • En collaboration avec le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai travaillé à la mise en œuvre de la politique étrangère du Burkina Faso.
Nom de l'organisation/employeur : Présidence du Burkina Faso	

Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale, numéros de téléphone et site web)	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Conseiller diplomatique du Président du Burkina Faso
<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	6 novembre 2003- 10 juin 2007
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	Trois (3)
<i>Responsabilités</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte d'informations d'ordre diplomatique ; • Suivi des certaines questions avec les représentations diplomatiques du Burkina Faso à l'étranger ; • Rencontres avec le corps diplomatique accrédité au Burkina Faso ; • Rédaction de notes assorties de propositions et suggestions sur la politique étrangère burkinabè ; • Analyse politique de l'actualité internationale ; • Participation aux audiences diplomatiques du Président du Faso ; • Membre de la délégation présidentielle pour les rencontres multilatérales et les visites bilatérales.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à la disposition de mes supérieurs des rapports analytiques sur des questions internationales ; • Echanges avec des Ambassadeurs accrédités au Burkina Faso sur la mise en œuvre d'accords de coopération ; • Participation active aux processus de négociation et de facilitation du Président du Faso dans les crises au Togo, en Côte d'Ivoire, en République du Guinée et au Mali ayant permis la signature d'accords de paix ; • Participation aux missions de prévention de conflits et de promotion du dialogue pour résoudre les crises dans ces pays ; • Membre des Comités d'organisation du FESPACO 2007 et de la semaine nationale de la Culture 2006.
Nom de l'organisation/employeur : Ambassade, Mission permanente du Burkina Faso auprès de l'Union Africaine et de la CEA à Addis Abeba	
Adresse de l'organisation/employeur (adresse postale : PO Box 19685 Addis Abeba- Ethiopie ; numéros de téléphone : et site web)	
<i>Poste occupé (titre du poste)</i>	Premier Conseiller puis Chargé d'Affaires de l'Ambassade, Mission permanente du Burkina Faso auprès de l'UA et de la CEA à Addis Abeba

<i>Durée (de la date de début à la date de fin)</i>	04 octobre 1997 – 08 août 2003
<i>Nombre de personnes encadrées</i>	Dix(12)
<i>Responsabilités</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Assister le Chef de mission dans l'impulsion et la coordination des activités du poste ; • Suivre les questions politiques avec les pays de la juridiction et l'Organisation de l'Unité Africaine/ UA, de la CEA, du PNUE et de ONU-HABITAT et faire des compte- rendus. • Assumer les fonctions de chargé d'Affaires a.i ; • Coordonner la rédaction des rapports d'activités de manière périodique de l'Ambassade.
<i>Réalisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Premier collaborateur du Chef de Mission, j'ai veillé à la préparation des dossiers des réunions, de projets de discours et des rapports circonstanciés, trimestriels et annuels ; • Participation aux rencontres statutaires organisées par l'OUA puis l'UA ; • Suivi des questions de paix et de sécurité au niveau de l'Organe Central de l'OUA et exprimé les vues de mon Gouvernement sur ces questions ; • Membre active des Comités d'organisation de Sommets de l'OUA/UA tenues à Ouagadougou en 1998 et en 2004 ; • Présidence des réunions des Conseillers d'Ambassades des Etats membres de la CEDAO lors de l'examen des textes fondateurs de l'Union africaine.

Aptitudes et compétences (En cinq cents (500) mots maximum, démontrez comment votre expérience et vos qualifications correspondent aux aptitudes et compétences décrites dans le profil du poste auquel vous postulez)

Avec un diplôme d'études spécialisées en Administration internationale de l'Université de la Sorbonne, ceux de l'Institut International d'Administration Publique de Paris, de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature et d'une maîtrise en droit public de l'Université du Burkina Faso, j'ai une solide formation universitaire me permettant de diriger le Département HHS.

En outre, les nombreux stages de formation en Leadership, en diplomatie préventive, forces de maintien de la paix, questions de drogue, sanitaires, humanitaires, droits de l'homme et développement social sont un avantage.

Je me suis familiarisée très tôt avec la diplomatie multilatérale, un atout bonifié au fil du temps. Mes expériences professionnelles à des postes de responsabilités dans l'administration internationale et burkinabè me confèrent les compétences appropriées pour apporter ma

contribution à la réalisation des aspirations de l'agenda 2063.

Ces hauts postes m'ont permis d'acquérir des compétences en matière de management, de supervision, de planification, de gestion des ressources humaines et financières, valeurs indispensables à la bonne exécution des tâches de Commissaire.

Comme Ministre et Ambassadeur, j'ai eu une expérience de présidence de rencontres, de collaboration avec différents acteurs nationaux et internationaux. Cette expérience a facilité mon travail de Commissaire. Ces acquis me permettront d'interagir avec les partenaires afin de mobiliser les financements nécessaires à la réalisation des programmes du Département HHS.

L'expérience de facilitation acquise aux côtés du Président du Faso et ma connaissance des acteurs politiques africains ont facilité mes missions durant mon mandat de Commissaire aux Affaires politiques. J'ai pu contribuer à éviter des crises et des violations des droits de l'Homme sur le continent.

J'ai travaillé avec le sous-comité du COREP sur les réfugiés. Avec cet organe, j'ai visité des camps et sites de réfugiés, en collaboration avec les partenaires. Mes formations sur les questions humanitaires ont accru mes connaissances sur la problématique des déplacements forcés. Celles sur l'évaluation des situations politiques sensibles et les défis post conflit sont un atout pour prévenir les crises humanitaires et sanitaires.

Les travaux du Comité Technique Spécialisé sur la migration, les réfugiés et les rencontres de CDC Afrique, en collaboration avec le département des Affaires sociales, ont été une occasion de renforcer mes connaissances sur les migrations, les maladies et les interventions en cas d'épidémie.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'UA de réponse à la pandémie du coronavirus, le département a mis à la disposition des Etats membres des lignes directrices sur les mesures de réponse pour bâtir la résilience des populations face à l'impact du coronavirus sur les élections, la situation humanitaire, la justice et les droits de l'homme, le constitutionalisme et l'état de droit.

Comme Représentant permanent auprès de l'Union africaine, j'ai porté le projet qui a abouti à la décision de la Conférence Assembly/AU/Dec.480 (XXI) sur le « Soutien à la production cinématographique pour accroître sa contribution au développement de l'Afrique ».

Ce capital d'expériences me permettra de mettre en œuvre facilement les programmes du département HHS et contribuer à la réalisation de l'Afrique que nous voulons.

Réalisations / Accomplissements : *(En cinq cents (500) mots maximum, indiquez toute autre réalisation en plus de celles mentionnées dans expérience professionnelle que vous souhaitez mettre en avant)*

La promotion et la protection des droits des femmes a toujours été une priorité durant ma carrière. J'ai piloté en juin 2020 le projet « Femme, gouvernance et participation politique ». Un plan d'action a été adopté à l'issue d'une large consultation internationale. Ce projet contribuera à l'émancipation de la femme et améliorera la participation des femmes et des filles à la gouvernance politique en Afrique ainsi que leur meilleure intégration dans la vie

socio-économique.

Au niveau national, en collaboration avec le Ministre des Affaires Etrangères, j'ai contribué à la mise en œuvre de la politique étrangère du Burkina Faso.

De même, la présidence des Commissions mixtes de coopération a raffermi les relations entre le Burkina, ses voisins et pays amis.

Les activités de la Commission nationale de l'Intégration régionale qui relevait de mes services ont renforcé le processus d'intégration ainsi que la vie harmonieuse entre les Burkinabè et les Africains vivant au Burkina Faso.

Le Burkina Faso a eu le premier prix sur la mise en œuvre du Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, des biens et du droit d'établissement lorsque j'étais en charge de l'Intégration régionale. J'ai mis sur pied un Comité National sur ce Protocole. Cette expérience m'aidera dans la mise en œuvre du protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes et des instruments juridiques sur les questions de migration, de travail et d'emploi.

Face au trafic illicite et à la consommation locale de drogues, le Gouvernement burkinabè a créé un Comité National de Lutte Contre la Drogue. Membre de ce Comité, j'ai pu me former sur la problématique des drogues, leur culture, la fabrication, le commerce licite et illicite, la répression du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes, les problèmes médico-sociaux et la toxicomanie. J'ai contribué à l'animation et à la mise en œuvre de la politique définie par le gouvernement Burkinabè en la matière. J'ai particulièrement veillé à l'internalisation des traités internationaux auxquels le Burkina est partie sur ces questions.

En qualité d'Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'UA, j'ai participé activement à la préparation du Sommet de Ouagadougou de 2004 et de celui de Ouagadougou + 10 qui a abouti à la déclarations « sur l'emploi, l'éradication de la pauvreté et le développement inclusif en Afrique. »

En 2012, j'ai négocié et co-signé au nom du Gouvernement burkinabè un « Prix spécial de l'UA sur la paix et la sécurité » au profit du Festival panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO). Ce prix vise à primer, récompenser et honorer les meilleures productions cinématographiques africaines qui promeuvent la culture de la paix et de la non-violence sur le continent.

J'ai été décorée « Commandeur de l'Ordre National » en janvier 2020 et « Officier de l'Ordre National » du Burkina Faso en 2008.

Publications (le cas échéant) : *(Fournir la liste des publications dont vous êtes l'auteur ou le coauteur, fournir les liens pour accéder à ces publications si elles sont en ligne)*

- Mémoire de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature: La Contribution de l'Organisation de l'Unité Africaine au développement économique de l'Afrique, 1988
- Mémoire de maîtrise : Un exemple de coopération sud-sud : le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel, 1985.

Langues de travail (Indiquez vos niveaux de compétence en expression orale, en lecture et en écriture pour les langues de l'UA ci-dessous Exemples de niveaux de compétence : Excellent, bon, moyen ou mauvais)

Langues de travail	Parler	Lire	Écrire
Arabe			
Anglais	Bon	Excellent	Excellent
Français	Excellent	Excellent	Excellent
Portugais			

Références (Indiquez trois personnes comme références avec les détails ci-dessous Une référence doit être professionnelle et l'autre personnelle.

Prénom et Nom	Poste et organisation	Adresse électronique :	Numéro de téléphone
Madame Bineta DIOP	Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité	DiopB@africa-union.org	0041 79 358 53
Monsieur Tertius ZONGO	Ancien Premier Ministre du Burkina Faso	tzongog@cs.com	0022670214284
Monsieur Mohammed Ibn Chambas	Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest	chambas@un.org	002217789112

Certification	
<i>Je, soussigné, certifie que ces informations me décrivent correctement, et décrivent mes qualifications et mon expérience.</i>	
Prénom et Nom	Minata SAMATE CESSOUMA
Signature	
Date	17 mars 2021

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

2021-09-27

Report of the Commission on the Election and Appointment of two (2) Commissioners of the African Union Commission

DCMP

<https://archives.au.int/handle/123456789/10489>

Downloaded from African Union Common Repository